

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



PSA Poissy

Lundi 3 octobre 2022

Contre l'inflation et pour financer les retraites : imposer la hausse des salaires !

Il y aura finalement un « cycle de concertations » sur la réforme des retraites à partir de cette semaine. Le gouvernement fait ainsi mine de temporiser, de peur que des grèves se multiplient. Les directions syndicales s'y sont aussitôt engouffrées, tout en disant qu'elles poseront quelques conditions. Mais l'objectif est déjà annoncé par Macron : le recul de l'âge de départ à 65 ans. Au-delà de l'espérance de vie en bonne santé.

Comme à chaque attaque, le gouvernement prétend « sauver le régime de retraite ». Sauf que la seule menace qui pèse sur ce régime est celle du gouvernement lui-même. Les réformes précédentes ont déjà fortement réduit les dépenses pour les retraites, ce qui s'est traduit par un allongement de la durée du travail et une baisse des pensions. Et le Conseil d'orientation des retraites prévoit un solde positif des caisses de retraites vers 2040 sans nouvelle réforme.

Pas de problème de financement, donc. Mais la nouvelle réforme vise surtout à accorder de nouvelles aides au patronat (baisse des impôts de production, baisses de cotisations sociales pour les entreprises). Comme si les profits ne battaient pas déjà tous les records !

Même si le gouffre financier était réel, il suffirait d'augmenter les salaires pour rétablir l'équilibre, en faisant rentrer des cotisations. Une telle hausse permettrait d'ailleurs de revenir sur toutes les réformes des dernières décennies, à commencer par le rétablissement de la retraite à 60 ans.

Des grèves pour les salaires

Le remède est le même concernant l'inflation, qui fait fondre les salaires. Face à la colère qui monte, le patronat veut se contenter de primes, qu'il pourra retirer l'année suivante. Mais plusieurs grèves ont éclaté pour de véritables hausses de salaire, comme à PSA-Stellantis, où 500 ouvriers ont fait grève durant trois jours à l'usine de Hordain, dans le Nord, suivis sur plusieurs autres sites. Le 28 septembre, 4 300 ouvriers ont débrayé dans le groupe, exigeant 400 euros d'augmentation par mois et 6 000 euros de prime. Ce serait bien le minimum, quand le groupe PSA affiche huit milliards d'euros de bénéfices au premier semestre. Même chose dans les raffineries TotalEner-

gies, dont plusieurs sont à l'arrêt du fait des grèves, ou chez Arkema, premier groupe chimique français, dont le site de Pierre-Bénite, dans la région lyonnaise, est en grève depuis plus de deux semaines.

L'impasse des référendums

Devant les profits indécents de certains secteurs, dont celui de l'énergie, les politiciens de gauche proposent un référendum sur la taxation des « superprofits », une impasse institutionnelle qui prendrait des mois. Macron lui-même ne rejette pas l'idée, tandis que l'Union européenne réfléchit à la question : preuve s'il en est qu'une telle taxe ne déplairait pas forcément au patronat. Elle pourrait lui permettre de mieux répartir les profits, en taxant d'un côté les bénéfices de ceux qui profitent le plus de la désorganisation de la production et de la guerre pour faire monter les prix, pour, de l'autre, accorder des allègements fiscaux à tout le patronat. Les classes populaires n'en verraient pas la couleur, ou au mieux sous forme d'un nouveau et dérisoire chèque énergie. La meilleure manière de taxer les profits, « super » ou pas, reste encore d'augmenter les salaires !

Tous en lutte !

Cette hausse de salaire, il faudra l'imposer au patronat, par la grève et les mobilisations, en se saisissant de toutes les occasions, dont la manifestation du dimanche 16 octobre contre la vie chère, appelée par diverses organisations de gauche et par le NPA. Pour dire qu'il faudra surtout construire un rapport de force à la base, en s'organisant partout pour défendre nos revendications :

400 euros net pour tous au minimum chaque mois, aucun salaire ou pension en dessous de 2 000 euros net, et l'alignement systématique des salaires sur les prix.

400 € d'augmentations pour tous !

Plus de 4 300 salariés de PSA ont débrayé mercredi 28 septembre pour revendiquer des vraies augmentations de salaires, et pour dire qu'une prime de 1 000 € ce n'est pas assez. 1 300 grévistes à Mulhouse, 1 100 à Sochaux, 460 à Valenciennes, 350 à Douvrin, 340 à Caen, 270 à Rennes... C'est la plus grande vague de débrayage à PSA depuis 33 ans.

Pour tenter de nous calmer, la direction a annoncé des négociations salariales anticipées pour le 1^{er} décembre : n'attendons pas, elle a peur d'une grève généralisée sur ses sites, regroupons-nous et discutons : pour lui imposer une augmentation de 400 € par mois : la force des travailleurs, c'est la grève !

Unissons nos forces

À PSA Poissy depuis une semaine, il y a eu plusieurs débrayages sur les salaires, dans toutes les équipes, dans différents secteurs du B5, B3 et B2. Il y a deux semaines, sur 3 équipes, plus de 400 ouvriers, dont beaucoup d'intérimaires se sont réunis au Montage aux pauses au sujet des salaires. L'enjeu principal des jours à venir est de parler entre ouvriers, se coordonner entre secteurs et équipes, et débrayer tous ensemble pour avoir plus de poids.

C'est la colère qui prime

Mardi 27, PSA a lâché une prime de 1 000 €, mais pas pour tous, plusieurs ouvriers, notamment de nuit, devaient ne recevoir que 500 €. Mais face au mécontentement, dès le vendredi matin, la direction a dû relever les plafonds de revenu annuel pour augmenter le nombre de salariés qui pourront toucher 1 000 €. Les intérimaires auront une prime mais proportionnelle à leur présence depuis 1 an, mais l'inflation ils la subissent toute l'année, eux aussi méritent les 1 000 €.

On n'est pas des clochards, continuons la grève !

À PSA Sochaux, une ouvrière explique à propos de cette prime : « J'en pense que l'on nous prend pour des collaborateurs lorsqu'il s'agit de créer les richesses ! Et pour des clochards lorsqu'il s'agit de les partager ! ». Cette prime, c'est pas grand-chose à côté de 8 milliards fait en 6 mois par PSA. Ça reste une arnaque, on n'a pas de garantie que ce ne sera pas pris sur la prime intéressement-participation du printemps 2023, et elle ne compte pas pour la retraite.

Non, les salariés n'ont pas été entendus !

Suite aux débrayages dans le groupe PSA, des syndicats béni-oui-oui appellent à rester sagement travailler : « les salariés ont été entendus ! », et demandent de faire confiance au « dialogue social » avec le patron. Pendant des années le patron a bloqué nos salaires, il ne va pas lâcher une vraie augmentation sans rapport de force. Le seul dialogue social que comprend le patron, c'est la grève.

Sous-traitant ne doit pas vouloir dire sous-salaire

À PSA Sevelnord (Hordain), la semaine dernière, suite aux mobilisations à PSA, les travailleurs de GSF, fournisseur en interne, se sont mis en grève pour les salaires, bloquant la production. À PSA Mulhouse et Sochaux, des dizaines de travailleurs de Veolia STPI ont débrayé pour revendiquer 5 % d'augmentation et 2 000 €. Unis, les salariées de PSA et ceux de la sous-traitance peuvent être une force considérable : mêmes intérêts, même combat pour les salaires !

Faut réfléchir avant d'agir

Pendant les débrayages sur certains sites, on a vu certains RU et RG travailler à la chaîne pour tenter de remplacer les grévistes... ils étaient loin d'être efficaces, même carrément ridicules. La direction prévoit de supprimer des centaines de postes de RU et de RG à l'échelle du groupe... au lieu de casser la grève ils feraient mieux d'y participer.

Les ordinateurs avec nous !

Ce lundi matin, à PSA Poissy, une panne informatique a paralysé le secteur du Montage HC Planches de bord pendant une bonne partie de la matinée. Beaucoup de salariés dans d'autres secteurs éloignés ont cru à un nouveau débrayage sur les salaires. Déception : ce n'était que des ordinateurs... solidaires de la lutte des ouvriers !

Paye toi... avec ton propre argent !

La direction se vante d'autoriser le déblocage de jusqu'à 10 000 € (faut déjà les avoir) sur l'épargne salariale. La bonne blague, la majorité des salariés débloquent immédiatement chaque année la prime intéressement-participation : pas le choix pour payer les vacances ou simplement les factures ! De toute façon c'est notre argent ce serait normal d'en disposer comme on veut ! La direction dit aussi qu'on pourra se faire payer 3 jours de RTT... mais c'est nos RTT, là aussi on devrait pouvoir le faire quand on veut !

Faire échec et mat à la direction

À PSA Vesoul, la direction a comme projet de transférer l'activité rénovation boîte de vitesse vers Fiat Turin, cela concernerait 40 salariés PSA et 60 sous-traitants. Une centaine de travailleurs est donc menacée. Certains sont révoltés et se sentent utilisés comme des pions. Car il y a 2 ans, avec la fermeture de PSA Hérimoncourt (200 salariés), une partie du personnel avait été obligée de venir travailler à plus de 80 km à PSA Vesoul. Maintenant, après avoir déménagé ou accepté des temps de trajet longs, la direction leur fait comprendre qu'ils n'auront plus de poste.

Quelles que soient les activités, la direction veut généraliser la concurrence entre les sites. Français et Italiens doivent s'unir pour obliger la direction à maintenir salaires et postes des deux côtés.